

ČESTMÍR CÍSAŘ, DERNIER CHEF DE FILE DU PRINTEMPS DE PRAGUE (2  
JANVIER 1920-24 MARS 2013)

Vladimir-Claude Fišera

La contemporaine | « Matériaux pour l'histoire de notre temps »

2013/1 N° 109 - 110 | pages 50 à 61

ISSN 0769-3206

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2013-1-page-50.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La contemporaine.

© La contemporaine. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# ČESTMÍR CISAŘ,

## Dernier chef de file du Printemps de Prague (2 janvier 1920-24 mars 2013)

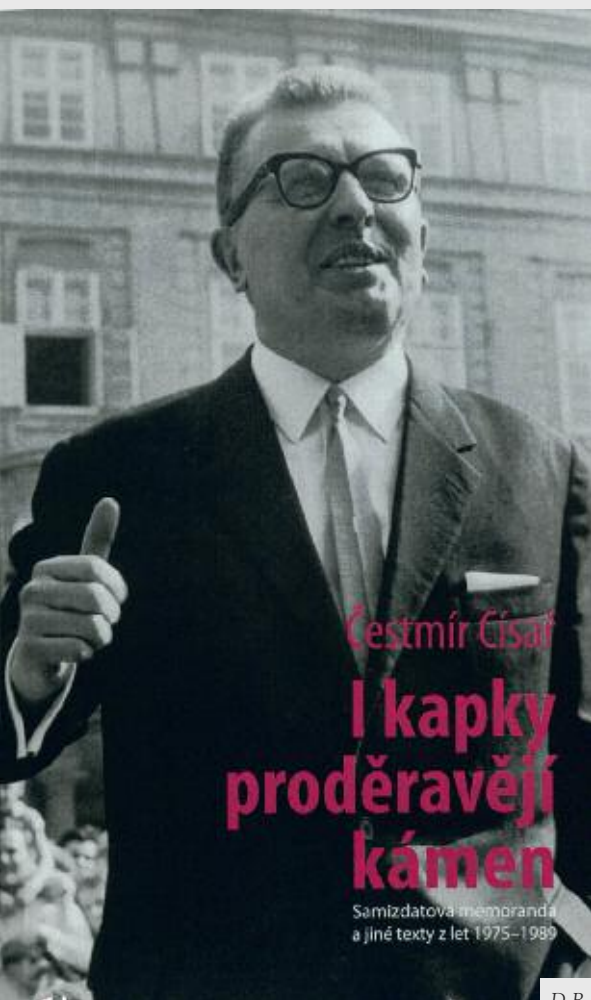
par  
**VLADIMIR-CLAUDE FIŠERA**

Vladimir-Claude Fišera est un historien, professeur émérite à l'Institut d'histoire contemporaine de l'Université de Strasbourg. C'est aussi un témoin direct qui retrace, à travers la figure de Čestmír Císař, qu'il a personnellement connu dans la dernière période de sa vie, cinquante ans d'histoire tchécoslovaque.

La période clef du printemps de Prague est notamment perçue à travers le prisme d'une lecture méticuleuse du monumental recueil de documents du KGB et du Comité Central du PCUS Čekhoslovackij Krizis 1967-1969 gg. v dokumentakh CK KPSS, paru en 2010 en Russie.

Mots clés :  
Čestmír Císař,  
Printemps de Prague,  
Archives du Comité central du PCUS,  
Révolution de velours

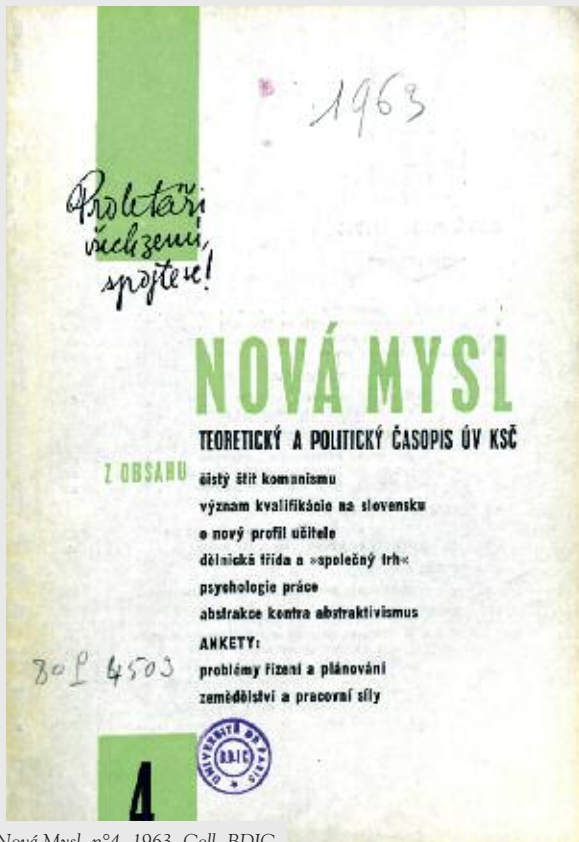
In memoriam Zavis Kalandra (1902-1950),  
historien et critique, déporté par les nazis et exécuté par le pouvoir stalinien.



D.R.

**Č**estmír Císař, après Dubček l'homme le plus populaire du Printemps de Prague, est aussi le plus méconnu de ses représentants. Occulté par la triade officielle Dubček-Černík-Svoboda, il a pourtant été, avec Zdeněk Mlynář, l'idéologue et la "plume" du Praesidium du Comité Central (CC) du Parti Communiste Tchécoslovaque (PCT), l'instance centrale du pouvoir, tout en jouissant, fait rarissime dans les régimes communistes de type soviétique, d'une authentique popularité, notamment parmi la jeunesse et ce, pratiquement pendant un quart de siècle, de 1965 à 1989. En tant que secrétaire du CC, il avait obtenu au prix de son renoncement à sa candidature à la présidence de la république en mars 1968, alors qu'il avait été "nominé", comme il le sera à nouveau, 21 ans plus tard, en 1989, par l'organisation officielle de la jeunesse, la responsabilité non seulement de l'éducation, de la science et de la culture (il avait déjà été ministre de l'enseignement en 1963-1965) mais aussi de la jeunesse et des médias, secteurs auxquels il ajoutera la question non moins cruciale de la fédéralisation du pays. Ce fait montre déjà que pour être à la fois charismatique et homme de l'ombre, il était tout autant un fin stratège et tacticien. D'emblée, il devint la bête noire des staliniens tchécoslovaques et des Soviétiques, bien renseignés à son sujet et le surveillant de près, presque de manière obsessionnelle, autant que Josef Smrkovský et plus encore que František Kriegel, pourtant plus radicaux que lui en la matière<sup>1</sup>.

1. Císař figure, avec trois dirigeants du Printemps de Prague d'origine juive, Ota Šik, Eduard Goldstücker et František Kriegel, parmi les cibles les plus fréquentes de lettres et de tracts de menace anonymes de tonalité fasciste et raciste, ce que dénonce le quotidien du PCT *Rudé Právo* le 5 juillet 1968, cité in H. Gordon Skilling, *Czechoslovakia's Interrupted Revolution*, Princeton, Princeton U.P., 1976, 926 p., p.273.



Nová Mysl, n°4, 1963, Coll. BDIC



Kulturní Tvorba, 11 juin 1964, Coll. BDIC

## I. AVANT 1968

Fils d'un artisan peintre en bâtiment et membre du parti socialiste-national de Beneš - selon le KGB et ce, grâce à des informations reçues de ses affidés tchécoslovaques<sup>2</sup>, ce modeste provincial fut un lycéen si brillant qu'il fut envoyé au lycée de Dijon où il acquit une excellente connaissance du français, une maîtrise de l'expression orale et écrite et une ouverture sur le monde qui lui donna un ascendant et un avantage certains par rapport à la grande majorité, fort médiocre, de ses collègues de l'élite politique du régime. Les études supérieures étant rendues impossibles par l'occupation nazie, il dut travailler comme employé dans une compagnie d'assurances. Comme nombre de "cadres" communistes de sa génération, il devint permanent du PCT dès son adhésion en 1945 sans achever ses études universitaires. Néanmoins, c'est dans les secteurs très "intellectuels" de l'agitation-propagande et de l'idéologie qu'il se spécialisa d'emblée en tant que permanent.

Dès 1946, deux ans avant le Coup de Prague, il est co-responsable de l'"agit-prop" au CC et, à ce titre, surveillé de près les publications du Parti à commencer par le quotidien du CC, *Rudé Právo*<sup>3</sup>. Puis, il connaît un premier accident de carrière, probablement du fait de sa proximité trop grande avec Slánský : en effet, en 1951, il a le malheur de publier une critique louangeuse des écrits de ce dernier, alors secrétaire général du PCT, à la veille de son arrestation qui sera suivie un an après par sa pendaison<sup>4</sup>. Cela lui vaudra sans doute sa mutation la même année à l'agitprop du Comité de Région de Plzeň/Pilsen où il participe à la répression des manifestations ouvrières contre la réforme monétaire spoliatrice de 1953. Après le décès de K. Gottwald, symbole de l'ère stalinienne et des procès, il connaît un retour en grâce : il est rappelé à Prague comme rédacteur en chef adjoint de *Rudé Právo* et, de 1961 à 1963, responsable de la revue théorique du PCT, *Nová Mysl*. Il essaye alors prudemment de desserrer la chape de plomb du dogmatisme au nom de la "science" mais sans concéder d'autonomie au "front intellectuel"<sup>5</sup>.

2. Cf. déclaration du 4 avril 1968 de l'ex-chef du département idéologique du CC sous Novotný, désormais rétrogradé au rang de candidat au titre de membre du CC, informateur régulier des Soviétiques, F. Havlíček à son "référént", le conseiller de l'ambassade soviétique S. I. Prasolov qui transmet le jour même ses informations marquées "tout à fait secret" à son CC, cf. in *Čekhoslovačkej Krizis 1967-1969 gg. v dokumentakh CK KPSS* ("La crise tchécoslovaque des années 1967-1969 dans les documents du CC du PCUS", désormais *Krizis...*), Moscou, éd. ROSSPEN et Centre Présidentiel de B.N. Eltsine, 1151 p., p. 755. A propos de *Krizis*, voir : V.-C. Fišera, "Quand Moscou entrouvre ses dossiers: nouvelles sources soviétiques sur l'invasion de la Tchécoslovaquie d'août 1968" in *Bulletin Amitié franco-tchéco-slovaque*, Nancy, 2012, n° 5, p. 7 et *id* in *Listy*, Olomouc, XLIII, 2013, n°1, p. 53-64 (version tchèque mise à jour).

3. Cf. V.-C. Fišera, "Le témoignage de l'un des animateurs du Printemps de Prague, Václav Slavík", in *Histoire et Anthropologie*, Strasbourg, n°5, octobre-décembre 1993, p.17-18. Slavík est alors chargé de la rubrique internationale du *Rudé Právo*.

4. Voir Luděk Navara, "Idol, nepřítel, kandidát" ("Idole, ennemi, candidat") in *Dnes*, Prague, 26 mars 2013, p.10.

5. Cf. *Nová Mysl*, n°4, 1963 et *Kulturní Tvorba*, 11 juin 1964, extraits in *Skilling*, op.cit., p. 92 et 138.



En 1963, il devient Secrétaire du CC du PCT et ministre de l'éducation. C'est là qu'il se rend durablement populaire auprès des intellectuels et, en particulier, auprès des étudiants en laissant se développer à l'université une déstalinisation, un "dégel" particulièrement retardés dans son pays. La reprise en 1965 des festivités étudiantes turbulentes du "majáles" auquel participera même sa fille<sup>6</sup> et dont le poète américain beatnik Allen Ginsberg sera sacré roi lui assurera une gloire durable auprès de l'opinion en général et ce, bien avant Dubček ou Černík qui ne se feront connaître qu'en 1968. Cette popularité est plus fraîche, plus récente que celles de Svoboda et de Smrkovský qui remontent à la Seconde Guerre mondiale et à leur aura de victimes des purges et de prisonniers politiques des années cinquante, ce qui "parle moins" aux jeunes qui n'ont pas connu ces périodes. Čisář, lui, est bien le héros des années soixante, de toutes les années soixante. C'est d'ailleurs pour être devenu populaire seul et trop tôt qu'il aura un troisième (mais pas le dernier) accident de carrière alors que la période des réformes se clôt en URSS avec la chute de Khrouchtchev en octobre 1964 : renvoyé de ses fonctions, surtout du



Rudé Právo, 1<sup>er</sup> août 1968, Coll. BDIC

Secrétariat du CC, poste combien plus important que celui de ministre qu'il doit aussi abandonner, il est nommé en 1965 ambassadeur en Roumanie, sa connaissance du français aidant<sup>7</sup> et ce, d'autant plus que Bucarest dès 1964 se distingue par sa "voie nationale", distincte de celle de l'URSS, notamment pour ce qui est de la question nationale et de la politique étrangère. D'ailleurs, par la suite, du 15 au 17 août 1968, Čisář jouera un rôle-clé lors de la visite de Ceaucescu à Prague, aidant à renforcer la position de son pays face aux pressions de Moscou.

## II. AU PRINTEMPS de Prague

Il sera rappelé à Prague par Dubček sitôt sa prise de pouvoir du 5 janvier 1968<sup>8</sup>. Ce sont les étudiants dans la rue mais aussi la direction de l'organisation officielle de la jeunesse (ČSM) qui le proposent comme candidat alternatif au candidat unique du CC à la présidence de la république en mars. Toutefois, il retire sa candidature et s'efface devant Svoboda mais, redevenu secrétaire du CC, il obtient en échange le 28 mars, la responsabilité non seulement de l'éducation, de la science, de la culture et des médias mais aussi de la jeunesse<sup>9</sup>.

S'y ajoute un domaine qui élargira encore sa notoriété mais qui est fort peu étudié, celui de la fédéralisation du pays et corrélativement celui de la question nationale tchèque et donc des institutions propres de la nation tchèque qui feront de lui le premier président du Conseil National Tchèque (ČNR) créé pour être le pendant du Conseil National Slovaque. Il y oeuvra pour que les deux soient des entités autonomes, égales en droit représentant les deux nations. Fin juillet, la ČNR se réunit dans l'ancien

siège de la Diète de Bohême de l'avant 1918. Čisář y affirma le retour à une conscience nationale et à une conscience d'Etat ("státnost") tchèques distinctes désormais de la conscience nationale et de la conscience d'Etat tchécoslovaques, rompant ainsi avec le fédéralisme asymétrique du modèle soviétique. Dans ce modèle, la nationalité et la langue dominantes se confondent avec l'Etat et donc n'ont pas besoin d'institutions propres alors que les nationalités dominées en sont des ersatz régionalisés sans contenu économique ni culturel autre qu'un statut de diglossie pour leur langue et une représentation toujours minoritaire, menacées constamment de l'accusation de nationalisme alors que ce n'est jamais le cas de la nationalité dominante "porteuse d'Etat". Čisář annonça alors le projet de constitution d'un gouvernement, d'un PC ainsi que d'associations de masse et d'"unions créatrices" - et d'un Front National les regroupant - tchèques. Face aux anti-fédéralistes tchèques mais aussi aux nationalistes moraves et aux confédéralistes slovaques, il y plaida aussi en pionnier pour la coexistence de deux souverainetés et pour la nécessité de la subsidiarité<sup>10</sup>. Ses fonctions à la tête de la ČNR lui seront prises après toutes les autres

6. L. Navara, *loc.cit.*

7. Cette même compétence, devenue rare après 1948, ajoutera une dimension diplomatique à ses attributions : c'est ainsi qu'il prendra part aux discussions avec une délégation du PCF composée de Waldeck Rochet et de Jean Kanapa (qui parle fort bien russe et a été correspondant de *L'Humanité* à Moscou) les 19 et 20 juillet 1968 et y sera le seul francophone parmi les dirigeants, cf. recueil de documents *The Prague Spring 1968*, Jaromír Navrátil (Dir.), Prague, CEU Press, 1998, 596 p., p. XXXII.

8. L. Navara, *loc.cit.*

9. Voir *Rok Šedesátý Osmý v usneseních a dokumentech UV KSČ* ("L'année soixante-huit, dans les résolutions et documents du CC du PCT", désormais RSO), Prague, éd. Svoboda, 1969, 253 p., p. 48-49.

10. Cf. citations de ses déclarations à la ČNR in *Rudé Právo*, 14 juillet et 1<sup>er</sup> août 1968 in Skilling, *op.cit.*, p.476-477. Le plenum de l'assemblée de la région de Brno avait alors réclamé une fédération à trois, tchéco-moravo-slovaque et le rétablissement de la Diète de Moravie d'avant 1918. Mais d'autres régions moraves et surtout la Silésie Morave d'Ostrava (excepté le district d'Opava) s'y opposeront comme ils le feront à nouveau en 1990-1992, voir Boleslav Navrátil, "Moravané a Slezané chtěli politickou samostatnost" ("Les Moraves et Silésiens voulaient l'indépendance politique") in *Deník*, Ostrava, 5 septembre 2009, p. 21.

car le successeur de Dubček, Husák, homme-lige des Soviétiques, avait besoin de garder un semblant d'égalité entre "ses" Slovaques qu'il n'a cessé de promouvoir et les Tchèques représentés par le populaire Čisař. Quand il est démissionné de ses fonctions de président de la ČNR - mais en reste encore membre (totalement isolé et réduit à une impuissance d'otage) pour quelques mois grâce à Husák et à sa popularité résiduelle - le 26 novembre 1969, il déclare : "je voudrais vous avouer que j'ai donné mon coeur et mon esprit à la cause de la fédération"<sup>11</sup>.

Son point faible, c'est qu'à l'instar de Zdeněk Mlynář et Václav Slavík, autres conseillers et idéologues de l'ombre de Dubček, s'il était membre du Secrétariat du CC, il ne devint membre du Praesidium (équivalent du Bureau Politique en URSS, organe suprême du pouvoir) qu'au XIV<sup>ème</sup> congrès - clandestin - du PCT des 22-23 août du fait du veto des anti-réformateurs et des Soviétiques qui, dès le premier jour, le poursuivirent de leur vindicte. De même, ce n'est qu'à ce congrès, libéré de la tutelle des anti-réformateurs, que d'autres bêtes noires de Moscou et relais de Čisař dans les médias tels Zdeněk Hejzlar, directeur de la radio et Eduard Goldstücker, président de l'Union des Ecrivains et universitaire purent accéder à ce même Praesidium et que le directeur de la télévision, Jiří Pelikán devint membre du CC. Jusque là, c'est avec l'un des membres réformateurs (alors minoritaires) du Praesidium, Josef Smrkovský que Čisař chapeaute les médias et ce, non sans mal, du fait de l'abolition de la censure. Son absence du Praesidium et celle de Mlynář notamment n'ont pas peu contribué à l'affaiblissement de Dubček face aux Soviétiques en particulier lors de ses échanges avec leur ambassadeur et avec Brejnev lui-même. Čisař et Josef Špaček, membre réformateur du Praesidium, avaient prévu cette situation et pour anticiper avaient appelé à la convocation d'un congrès extraordinaire du PCT. Cependant, le plenum du CC s'était borné le 5 avril à "accélérer la convocation d'un congrès autant que le permettra une prépa-

ration sérieuse"<sup>12</sup>. La peur de ce congrès qui aurait mis les pro-Soviétiques définitivement en minorité est la goutte d'eau qui fait déborder le vase : le Bureau Politique du PC soviétique (PCUS) décide alors de préparer l'intervention armée pour se débarrasser de la "direction actuelle". Sur le fond, c'est dès mars que Čisař rejette fermement et explicitement la subordination de la culture et des organisations de masse à un parti-Etat et, dès mai, la subordination des pays socialistes à toute hégémonie étrangère<sup>13</sup>.

Toutefois, il est clair qu'existait, avant même le XIV<sup>ème</sup> congrès, une hiérarchie informelle au sein de la direction réformatrice dubčekienne puisque pendant au moins deux des moments décisifs de l'été 1968, à savoir la réponse (mesurée, afin de calmer les Soviétiques) du Praesidium au Manifeste (très radical) des Deux Mille Mots le 28 juin 1968 et la déclaration du Praesidium du 21 août condamnant l'invasion, ce sont Čisař et Mlynář qui écrivent le projet de texte qui sera adopté par la suite<sup>14</sup>. Il est même très vraisemblable que Čisař appuyé par Smrkovský ait fait parvenir aux médias le 21 août aux fins de diffusion son projet initial plus radical que celui adopté par 7 voix contre 4 par le Praesidium. Le passage supprimé et réintroduit par les journalistes après intervention de Smrkovský disait qu'"il serait *actuellement* impossible de défendre nos frontières d'Etat" (c'est l'auteur qui souligne). Par la suite, ce passage sera à nouveau systématiquement omis. Or, il montrait bien que, le 21 août en tout cas, Čisař et Mlynář, épaulés concrètement par Smrkovský - porte-parole avec Kriegel de l'opinion publique alors résolue - envisageaient bien une résistance ouverte, active et prolongée, voire armée le cas échéant comme Smrkovský le confirmera dans ses derniers textes alors que Dubček, la dira toujours irréaliste.

On voit ici l'étonnant mélange chez Čisař de fermeté dans les principes et dans la stratégie et de souplesse tactique qui peut sembler déconcertante à certains plus jeunes qui ont eu ten-

dance à juger plus sévèrement son attitude tactique souvent temporisatrice, comme par exemple Z. Mlynář, son cadet de dix ans. Cela pourrait sans doute s'expliquer par son expérience des années cinquante et du soviétisme impitoyable excluant toute diversité. En 1968 -1969, avant comme après l'invasion soviétique, Čisař entend gagner du temps pour changer le rapport de force dans le PC en y attirant des jeunes en masse ce qu'il propose et fait accepter dès le 21 mai<sup>15</sup>. Pour cela, avec ses camarades Mlynář et Slavík, il institue, comme c'est le cas en ces 21-22 mai, des réunions communes Praesidium-Secrétariat afin de pouvoir participer à la prise de décision au plus haut niveau et renforcer le camp des réformateurs autour de Dubček. En effet, il juge que sur les 1 750 000 membres du PC, on ne peut compter que sur 300 à 400 000 partisans de la politique de réforme. Aussi, explique-t-il à l'ambassadeur hongrois le 2 juillet qu'il faudra tenir jusqu'à la fin de l'année pour arriver au congrès et aux élections<sup>16</sup>. Il s'agit pour lui de mettre les Soviétiques devant le fait accompli. Seulement, les Soviétiques le savent et, constatant le refus de Dubček de mettre un terme à la démocratisation en se séparant de ceux qui en sont les garants (outre Čisař, Kriegel et Pelikán), vont avancer pour cette raison la date de l'invasion. Ainsi, selon le témoignage de l'interprète du département international du CC du

11. In Vojtěch Mastný (Dir.), *Czechoslovakia : Crisis in World Communism, documents*, New York, ed. Facts on File, 1972, 392 p., p.297.

12. *RSO, op.cit.*, p.101.

13. Citations de Čisař in *Skilling, op.cit.*, p. 565-566 et 625.

14. *The Prague Spring 1968, op.cit.*, p.177 et 414.

15. *RSO, op.cit.*, p. 160-161, la résolution prônant, comme dans le cas des intellectuels, une approche double : maintien de l'organisation de jeunes du PC mais aussi création dans le cadre du Front National, d'organisations où les jeunes "décident par eux-mêmes" et se coordonnent "de manière fédérale". On voit bien là la "patte" de Čisař.

16. In *Krizis, op.cit.*, p. 827-828.

17. Publié dans *Listy*, VIII, n°5, octobre 1983, "Jak to bylo v Čierné nad Tisou, Svedek vypravuje"/"Comment c'était à Čierná nad Tisou, un témoin raconte", p. 3)

PCT Jana Neumannová<sup>17</sup>, le 30 juillet 1968, à la rencontre soviéto-tchécoslovaque au sommet à Čierná, pour les Soviétiques et leurs affidés tchécoslovaques les éléments non orthodoxes de la direction sont "Smrkovský, Kriegel et Císař" et, ajoute l'homme-lige de Moscou Emil Rigo en présence de l'intéressé, "maintenant rejoints par Dubček".

Le 9 août, le BP du PCUS dans un brouillon de lettre destinée au PCT rapporte entre guillemets une déclaration confidentielle de Císař à la direction du PC d'Ostrava disant que les Tchécoslovaques n'ont co-signé la déclaration de Bratislava du 3 août

que pour "gagner du temps et de l'espace pour pouvoir réaliser leurs objectifs". Dans la version finale envoyée au Praesidium du PCT, le 17, ce passage disparaît afin de cacher l'existence d'informateurs soviétiques et leur surveillance particulière de cet homme dont ils exigent ouvertement le limogeage immédiat<sup>18</sup>. Certes, le 21 août, Císař ne se laisse pas cueillir par les Soviétiques dans l'immeuble du CC comme ses collègues et envoie de la clandestinité un message tout de défiance au congrès clandestin du PCT du 22 août. Toutefois, il réapparaît rapidement - dès le 26 - et maintient une ligne temporisatrice, à la différence de Kriegel, Pelikán et Ota Šik. Ce même après son limogeage du Secrétariat du CC le 31 août afin d'éviter que les ultras ne s'emparent du pouvoir. C'est alors une position partagée par Dubček et d'autres réformateurs comme Mlynář, la position de Smrkovský restant ambiguë jusqu'en novembre quand il soutient enfin, ouvertement, la résistance des étudiants et des ouvriers, ce qui en fait immédiatement une *persona non grata* aux yeux des Soviétiques alors que Císař, lui, suit une évolution inverse rejoignant le temporisateur Dubček. Du coup, les Soviétiques le placent "sous observation" jusqu'à ce que, les ultras tchécoslovaques - dont il a toujours été la bête noire - gagnent suffisamment d'entregent auprès de Husák pour que ce dernier coupe les ponts avec lui et encourage Moscou à faire de même.

### III. SURVIVRE À L'AUTOMNE de Prague (de l'invasion à la chute de Dubček)

A partir du 10 septembre, quand se dessine une opposition sociale, celle des organisations (syndicats, conseils d'entreprise, comités de grève et de défense de la liberté de la presse) ouvrières, intellectuelles et étudiantes représentée politiquement, *de facto*, par Smrkovský, le bouillant président de l'Assemblée Nationale, Císař, lui, reste en retrait et cesse du coup d'être la tête de

Turc de Moscou<sup>19</sup>. Ainsi, la délégation soviétique à Prague fin décembre 1968 aura pour instruction du BP de tenter de passer un accord avec lui en lui promettant de conserver la direction du Conseil National Tchéque et de rester membre du Bureau du PC pour les Terres Tchèques s'il soutient la "normalisation" et s'oppose aux "éléments de droite" dans le PC alors qu'aucune rencontre n'est prévue avec celui que les Soviétiques disent être leur dirigeant, Smrkovský<sup>20</sup>. Et ce, alors même que ce dernier est, à la différence de Císař, membre du Praesidium et à ce moment-là, après Dubček et Svoboda, le troisième homme le plus populaire du pays<sup>21</sup>, dépassant pour la première fois Císař dont la faveur a déjà commencé à refluer, du fait même de son évolution vers une position de compromis.

Son but était désormais d'éviter une purge totale des réformateurs et de leur base dans le PCT, celle qui avait triomphé lors du XIV<sup>ème</sup> congrès. Or, le KGB est toujours très bien informé sur les activités de Císař, ce que Císař ne sait pas et c'est cette ignorance qui fait qu'il maintiendra cette ligne erronée temporisatrice, pensant faire croire aux Soviétiques qu'il était devenu un honnête courtier et qu'ils ont intérêt à traiter avec lui. Ainsi, Andropov, président du KGB et maître d'oeuvre de l'invasion, transmet le 13 octobre à ses collègues est-allemands et polonais un rapport du chef de sa première direction centrale - chargée des opérations extérieures -, un certain A. Sakharovski - en fait, un personnage des plus importants - que les rédacteurs des archives publiées ont, comme à leur habitude quand il s'agit du KGB, omis de présenter et d'inclure dans l'index<sup>22</sup>. Ce document parle à juste titre d'un "groupe Císař" constitué fin août et qu'il s'agit pour ces "droitiers" de prendre des mesures qui sur le plan "formel" paraissent "acceptables pour Moscou"<sup>23</sup>. Nous avons là la description exacte de la ligne Císař d'alors !

Ainsi, mandaté par ce qui reste de la direction de Dubček jusqu'à la chute de ce dernier le 17 avril 1969, c'est Císař qui sera chargé d'intervenir à

18. *Krizis*, comparer p. 178 et p. 187.

19. Cf. deux résolutions du BP du PCUS envoyées aux quatre alliés co-envahisseurs les 10 septembre et 10 octobre in *ibid.* p. 262 et 267-270. Smrkovský remplace Císař - démis de ses fonctions au Secrétariat et Kriegel exclu du Praesidium dès le 31 août - comme homme à abattre afin de continuer à priver Dubček de ses compagnons réformateurs conformément à la tactique bien connue du salami alors que les principaux membres du groupe de Císař, le Morave Špaček et les Pragois Šimon et Litera sont, eux, toujours stigmatisés (ainsi que Mlynář qui fut avec Císař la "plume" de Dubček)

20. *Ibid.*, p. 387.

21. Voir les très précieux sondages de popularité effectués par des sociologues "libérés" grâce au Printemps entre avril 1968 et mars 1969 in Jaroslav A. Piekalkiewicz, *Public Opinion Polling in Czechoslovakia, 1968-69*, New York, Praeger, 1972, 360 p., p. 253-268.

22. Il s'agit en fait d'Alexandre Mikhaïlovitch Sakharovski qui dirigeait déjà ce service-clé du KGB en 1962. Selon son ex-collègue Vasilii Mitrokhin, co-auteur avec Christopher Andrew de *The Sword and the Shield, the Mitrokhin Archive*, New York, Basic Books, 1999, 700 p., p. 174, 183 et 376-377, c'est un "bureaucrate compétent", spécialiste des pays du bloc soviétique européen. Alors que sous Khrouchtchev, il n'avait eu aucun rôle politique, ce fut le contraire sous Brejnev qui approuvait systématiquement les recommandations de Sakharovski et de son supérieur direct Andropov, Sakharovski allant parfois encore plus loin qu'Andropov dans des opérations risquées au point que ce dernier a dû les "remettre à plus tard", s'agissant par exemple de la Grande Bretagne ou de la Grèce, terrains plus délicats pour le KGB que Prague.

23. La version envoyée aux Polonais et Allemands de l'est omettra un passage-clé de sa première mouture qui indiquait que, pour ce groupe, "l'action clandestine" doit être évitée pour empêcher de provoquer un "régime d'occupation" et la prise de pouvoir par les "forces saines" dans le PCT", *Krizis*, *op.cit.*, p. 949-950.



la télévision lors des moments cruciaux, par exemple le 16 novembre au jour du déclenchement de la grève étudiante contre l'occupation, soutenue par les syndicats et les conseils d'entreprises et le 16 janvier, jour de l'immolation par le feu de l'étudiant protestataire Jan Palach. A chaque fois, dans un exercice périlleux d'équilibrisme, Císař fait comprendre à l'opinion patriotique que la direction est "avec vous" mais que la "retenue" est de rigueur et que les revendications de Palach ne peuvent pas être satisfaites immédiatement, même si son geste "n'était pas celui d'un psychotique isolé. L'état d'esprit qui a mené à cet acte est partagé par une proportion notable de notre jeunesse. Mais les idées de la jeunesse ne sont pas très loin de celles de ceux d'entre nous qui ne sont pas si jeunes"<sup>24</sup>.

Or, au même moment, dans un rapport obtenu par des agents bulgares et transmis à la direction du KGB le 28 janvier 1969, on apprend que le groupe plus radical rassemblé par Kriegel se fait le porte-parole des protestataires étudiants et ouvriers et, avec eux, défend Smrkovský, le président de l'Assemblée Nationale - devenue Fédérale en janvier - car sa chute dit Kriegel "ferait perdre aux masses leur confiance en [ses] représentants", et "apparaîtrait le danger de perdre le soutien des masses" qui "tomberont dans le désespoir". Et s'il faut que les "cadres" de rang inférieur restent dans leurs positions en tant que "réserve cachée", Dubček, lui, devrait quitter ses fonctions alors que d'après Kriegel "il ne comprend pas que les Soviétiques (*sic*) peuvent progressivement l'entourer de gens qui vont finir par faire échouer sa politique et le compromettre aux yeux de l'opinion publique comme quelqu'un qui est incapable de réaliser ce qu'il avait lui-même promu". Et ajoute Kriegel, si Dubček démissionnait maintenant, cela provoquerait une "mobilisation massive du peuple" contre l'occupation vu "le prestige encore exceptionnel de Dubček dans le pays". Mais pour cela, il faut un "changement des leaders". On peut en déduire que pour ceux qui luttent encore, ce sont désormais Smrkovský et les syndi-

cats ("qui doivent établir des liens étroits avec l'étranger et avant tout avec les syndicats des pays capitalistes" et "renforcer leurs positions ...dans l'armée et les services de sécurité tchécoslovaque" ajoute Kriegel) et non Dubček et ce qui reste de son équipe symbolisée par le "possibiliste" Císař qui doivent les représenter<sup>25</sup>. Or Císař fait mine d'accepter qu'on invalide le XIV<sup>ème</sup> congrès à condition qu'on... en convoque un autre ainsi que des élections et ce, d'urgence car explique-t-il à une réunion des anciens combattants le 26 mars "le 21 août (...) et ses effets négatifs ne peuvent être facilement oubliés ni leurs conséquences aisément rectifiées". Mais, ajoute-t-il, "notre destin est irrévocablement connecté à tout le monde socialiste et notre seule alternative est de rechercher une solution honorable"<sup>26</sup>. Son pari, c'est que les Soviétiques, conscients de l'incapacité de leurs féaux vu leur fiasco du 21 août et leur incapacité à faire leur révolution de palais à la direction du PCT, seront bien obligés de traiter avec les dubčekistes.

#### IV. DE LA CHUTE DE DUBČEK à l'exclusion du parti

Or, les "forces saines" mènent, dès avant la chute de Dubček, une campagne auprès des Soviétiques pour obtenir le limogeage de Císař et de ses amis<sup>27</sup>, c'est à dire, essentiellement, la direction du PCT pour la ville de Prague représentée par Bohumil Šimon qui d'ailleurs partagera le sort de Císař : né comme lui en 1920, comme lui élu au Praesidium du PCT le 22 août 1968, exclu de ses fonctions en 1969 et du PCT en 1970 et, enfin, tous deux "placardisés" à l'Institut d'Etat du Patrimoine à Prague jusqu'à leur retraite au début des années quatre-vingts. Peut-être même Císař, ignorant l'absolue défiance envers lui des "durs", qu'ils soient Tchèques ("les forces saines") ou Soviétiques (les kgbistes), a-t-il pensé qu'il pouvait constituer, avec Dubček, une alternative entre les "forces saines" alliées à Husák et Štrougal d'une part et Smrkovský de

l'autre. C'est ainsi qu'on peut expliquer que le 21 avril, quatre jours après la chute de Dubček, Císař ait ressenti la nécessité de lui écrire une lettre l'assurant de "son amitié humaine et politique"<sup>28</sup>. Mais une fois arrivé au pouvoir, Husák, le pseudo-moderé, empêchera Císař de se maintenir à la tête du Conseil National Tchèque en reprenant à son compte auprès des Soviétiques la campagne des ultras sus-nommés visant à ce que Císař soit boycotté par Moscou dans l'exercice de ses fonctions "tant qu'il n'aura pas indiqué clairement quelles sont ses positions"<sup>29</sup>. Ainsi, Císař aux côtés de Dubček - devenu président de l'Assemblée Fédérale à la place de Smrkovský limogé par Husák, Slovaque comme l'est Dubček - essayait-il vainement de limiter la portée des lois scélérates votées le lendemain des manifestations à l'occasion du premier anniversaire de l'invasion. Cette fois, ce sont les forces armées tchécoslovaques qui sont chargées de la répression qui se soldera par la mort de 5 manifestants sous les yeux d'Etienne Fajon, dirigeant du PCF qui passe de la condamnation de l'invasion à l'approbation de cette sanglante et sinistre normalisation<sup>30</sup>. C'est une nouvelle déconvenue d'importance pour Císař le francophone qui comptait sur le soutien des camarades communistes réformateurs étrangers, du reste de la gauche et des syndicats européens ainsi que sur le boycott de l'URSS par les gouvernements occidentaux.

24. Mastný, *op.cit.*, p. 189.

25. *Krizis, op.cit.*, p. 1027-1029.

26. Mastný, *op.cit.*, p. 204.

27. Rapport de M. Miller et autres membres du CC du PCT remis à l'ambassadeur soviétique à Prague qui les présente comme nos "amis", à savoir les "forces saines et internationalistes" in *Krizis, op.cit.*, p. 1054-1055.

28. Jindřich Madry, *Sovětská okupace Československa, jeho normalizace v letech 1969-1970 a role ozbrojených sil* ("L'occupation soviétique de la Tchécoslovaquie, sa normalisation dans les années 1969-1970 et le rôle des forces armées"), Prague, éd. ÚSD AV ČR, 1994, 170 p., p. 119.

29. *Krizis, op.cit.*, déclaration de Husák à l'ambassadeur soviétique du 2 août 1969, p. 573.

30. Laurent Rainer, *L'après-printemps de Prague*, Stock, 1976, 608 p., chronologie, p. 569.

A l'Assemblée Fédérale, soutenus par seulement deux députés, Josef Borůvka et Maria Sedláková (qui avait pleuré à la tribune du plenum le 4 avril 1968, craignant pour la vie de Dubček<sup>31</sup>), Císař et Dubček ne parviendront même pas en août 1969 à empêcher les licenciements immédiats d'enseignants ni l'emprisonnement des mineurs<sup>32</sup>, de même qu'ils n'éviteront pas que cette "loi-matraque" soit prolongée indéfiniment en décembre, entraînant la démission de tous les députés réformateurs.

A partir de septembre 1969, c'est la décruce des protestations - non prévue par Císař et Dubček -, la systématisation des limogeages, la dissolution des organisations territoriales du PCT (dont celle de Prague, base de Císař), des organisations syndicales et

professionnelles dont les conseils d'entreprise. C'est le temps des exclusions du PCT, des licenciements politiques, des interdits professionnels, de la fermeture des frontières et de la généralisation de la censure. Cette fois, les Soviétiques et la coalition des husakistes mettent "dans le même sac" Dubček, Smrkovský et Císař et exigent leur limogeage immédiat tout en refusant - tactique du salami oblige - d'y joindre, comme le demandaient seuls les ultras, Černík qui était venu "à Canossa" à Moscou le 16 septembre. Cela prive Císař de toute latitude d'action résiduelle, aussi limitée qu'elle ait pu être. Toutefois, il tentera encore - comme le rapporte le secrétaire personnel de Dubček Václav Slavík dans les interviews qu'il a accordées à l'auteur - une dernière manœuvre au plenum du CC du 25 septembre 1969, en faisant une auto-critique partielle, désavouant le congrès du 22 août sans pour autant accepter les deux autres exigences du pouvoir, à savoir condamner le Printemps de Prague et approuver l'invasion du 21 août 1968<sup>33</sup>. Il fait de même au Conseil National Tchéque deux mois plus tard. Ainsi, tout comme Dubček et à la différence des radicaux, il n'est pas exclu du PCT et reste parlementaire au Conseil National Tchéque dont il perd cependant la présidence et sa place au Bureau du PCT pour les Pays Tchèques. Sa déclaration au ČNR est fort alambiquée, réaffirmant ses convictions fédéralistes et ajoutant qu'il "professe son allégeance à ce qui a été couronné de succès et à ce qui a besoin d'être corrigé"<sup>34</sup>.

Au plenum suivant, le 28 janvier, Husák ne parvient pas à faire passer sa proposition de nommer Císař consul en Pologne<sup>35</sup>, alors qu'il avait réussi un mois plus tôt à faire de Dubček un "improbable" ambassadeur en Turquie. A cela deux raisons. D'une part, Dubček reste encore très populaire y compris en Slovaquie, base de pouvoir de Husák, Slovaque comme lui, ainsi qu'à l'étranger, en particulier auprès de l'opinion de gauche y compris dans les partis et Etats communistes alors que Císař est moins populaire au pays et quasi inconnu à l'étranger<sup>36</sup>. D'autre part, le Tchéque Císař dont la base est à Prague s'est attiré depuis toujours l'ire des "dogmatiques" pragois et c'est

la sévère interpellation de l'ultra et ancien novotniste de la capitale Karel Mestek qui torpille cette proposition<sup>37</sup>. La même différence de traitement se reproduira trois mois plus tard quand, sans réunion du CC alors que les statuts l'exigent, le Praesidium exclut du parti le 6 mars - pour ne le rendre public que le 21 - Císař avec tous les dirigeants dubčekistes du Printemps de Prague... Dubček excepté<sup>38</sup>. Le 25 mai, une autre session du Praesidium exclut Dubček par 7 voix contre 4, dont celle de Husák, du premier ministre slovaque Peter Colotka et du successeur de Císař à la tête du Conseil National Tchéque, l'ex social-démocrate Evžen Erban<sup>39</sup>. Les nouveaux dictateurs ont tellement peur de la réaction de l'opinion que dans le cas de Dubček ce n'est pas avec un retard de 15 jours comme dans le cas de Císař mais bien dans un délai d'un mois entier que cette infamie illégale sera rendue publique après cette fois une ratification par le plenum du CC unanime. Notons que c'est le début de la réinstallation - qui perdurera sans discontinuer jusqu'à la chute du régime en novembre 1989 - du rituel du vote (mortifère) à l'unanimité. Par ailleurs, cet échec patent du "possibilisme" coûtera cher à ses deux partisans sur un plan personnel : immédiatement après leur fiasco, tous deux subiront une grave dépression nerveuse qui nécessitera leur hospitalisation<sup>40</sup>.

## V. CÍSAŘ ET DUBČEK : DE 1968 À 1989, une évolution convergente et une popularité durable

Puis vient, de mi-1971 à mi-1987, chez Císař et Dubček et ce, jusqu'en 1987 quand Gorbatchev lui-même rompt avec l'idéologie soviétique en acceptant l'universalité des principes politiques et le pluralisme des idées, le temps du retrait et du désengagement tout en refusant irrévocablement toute compromission avec les "normalisateurs". Nous avons là, dès janvier 1977 quand la Charte 77 est lancée par certains anciens compagnons réformateurs de 1968, associés à des non-communistes comme Havel et des chrétiens - bientôt rejoints par des jeunes de la

31. Rapport de F. Havlíček à S. I. Prasolov, *loc.cit.*, p. 754.

32. Madry, *op.cit.*, p.116.

33. Cf. le témoignage de V. Slavík qui, à la différence de Císař, est alors exclu du PCT in V.-C. Fišera, "Le témoignage...", *loc.cit.*

34. In Mastný, *op.cit.*, p.297.

35. Madry, *op.cit.*, p.135.

36. Toutefois, les dissidents soviétiques qui étaient, selon une de leurs animatrices Lioudmila Alexeïeva, bien mieux informés en 1968 sur la Tchécoslovaquie que sur la Pologne, connaissaient Císař dont, par défi (et quelques peu éméchés) deux d'entre eux, au printemps 1968, ont scandé le nom avec ceux des "camarades" Dubček, Černík et Mlynář en plein centre de Moscou sur le boulevard Novi Arbat. Une fois arrêtés, ils ont eu du mal à expliquer aux policiers qu'il s'agissait du nom des dirigeants du PCT, cf. interview de L. Alexeïeva in Josef Pazderka (Dir.), *Invaze 1968, ruský pohled* ("L'invasion russe vue de Russie"), Prague, éd. ÚSTR et Torst, 2011, 270 p., p. 222-223.

37. Madry, *loc.cit.*

38. Mastný, *op.cit.*, p. 315 et Rainer, *op.cit.*, p. 575.

39. Mastný, *op.cit.*, p. 316.

40. *Ibid.*, p. 316 et 322. Selon un rapport de la police politique StB de 1971, "la majeure partie des opportunistes de droite" comme "Dubček, Šimon, Císař, Pavel, Černík et Špaček se sont résignés et ne participent pas à l'activité des adversaires du système socialiste", in Milan Otáhal, "Česká společnost na počátku tzv. normalisace" ("La société tchécoslovaque au début de la prétendue normalisation" in *Pět studií k dějinám české společnosti po roce 1945* ("Cinq études sur l'histoire de la société tchécoslovaque après 1945"), Oldřich Tůma et Tomáš Vilímek, Prague, ÚSD AV ČR, 2008, 264 pages, p. 59.



gauche radicale et de la contre-culture - autour de la défense des droits de l'homme et surtout de l'organisation d'un pôle d'opposition active, un clivage fondamental qui durera encore dix ans. Parmi les chefs de file de 1968 restés au pays entre 1971 et 1989 et auteurs d'articles dans la revue clandestine *Listy*, si Ludvík Vaculík et Václav Havel produisent respectivement 98 et 39 textes, les anciens leaders politiques dubčekistes comme Dubček et Čiřař n'en signent, respectivement, que 7 et 4 et, ce en ce qui concerne Čiřař, qu'à la toute fin de la période<sup>41</sup>. Autour de Dubček, de Čiřař et du dirigeant morave Josef Špaček - et partiellement de Václav Slavík non-chartiste, partisan certes d'une réactivation de l'opposition mais autour d'un pur dubčekisme sans fusion avec les non-communistes de la Charte - nous aurons à nouveau des "opposants temporisateurs" comme ils l'ont été entre fin août 1968 et mai 1970. Dubček est toujours soucieux de conserver sa popularité et son image de communiste opposé au soviétisme mais, selon les agents de la police politique tchécoslovaque (StB) qui le surveillent, il ne cacherait pas son irritation envers Mlynář, Hübl, Havel mais aussi envers Černík et Smrkovský qui ne s'engagent, penserait-il, que pour "se racheter" et le feraient sur son dos<sup>42</sup>. En tout cas, on note ici que Čiřař ne figure pas parmi ceux dont Dubček se plaint. Au contraire, le parallélisme de leurs attitudes se confirme et se maintiendra pratiquement jusqu'au bout.

Souignons aussi leur complémentarité en terme de popularité dans l'opinion, ce que nous pouvons mesurer grâce à la "résurrection" de la sociologie et des sondages entre mars 1968 et mars 1969. Ainsi, en avril 1968, Čiřař est derrière Dubček et Smrkovský la troisième personnalité la plus populaire au niveau national, devant Svoboda en Bohême-Moravie alors qu'il est quasiment inconnu en Slovaquie. A la mi-juillet, il dépasse même Smrkovský, devenant le plus populaire des Tchèques et ce, en pleine crise avec Moscou. Deux mois plus tard, jouissant d'une moindre visibilité lors de l'invasion, il rétrograde à la cinquième place. A la mi-mars 1969 - alors que Dubček qui

s'était trop exposé et n'avait rien obtenu est devancé par Svoboda, y compris en Slovaquie - Čiřař reste cinquième dans le groupe des personnalités les plus populaires, dépassé par Smrkovský et Černík, groupe qui se détache toujours très nettement sur tous les autres. Dans les Terres Tchèques, Husák qui avait vu grandir sa notoriété jusqu'en septembre s'écroule en mars étant perçu comme pro-soviétique alors qu'en Slovaquie il se maintient en tant que défenseur des intérêts slovaques alors que la cote de Čiřař en Slovaquie, jamais au-dessus de 10%, s'effondre<sup>43</sup>.

Nous avons un tableau similaire en ce qui concerne "les manifestations spontanées du Printemps de Prague 1968-1969", pour reprendre le titre de l'ouvrage de Jindřich Pecka, d'autant plus que le nom de famille de Čiřař signifie "empereur" ce qui autorise de nombreux jeux de mots tels que "nous voulons un empereur"... "que nous n'échangerons pas pour des maréchaux" (inscription murale, Prague, 18 mai) "...et on a eu un tsar" (août 1968 à Rakovník). Son prénom Čestmír, qu'on peut décomposer en "čest" (honneur) et "mír" (paix) s'y prête, accouplé ici en un même slogan au nom de famille du Président Svoboda (liberté). Là aussi, il est la cinquième personnalité la plus citée, après (dans l'ordre) Dubček, Svoboda, Černík et Smrkovský.<sup>44</sup> Une délégation de dirigeants du PC d'Ukraine de la région de Tchernigov a pu constater à la mi-décembre 1968 en Bohême de l'Est que les slogans sur les murs et les rues débaptisées sont toujours aussi nombreux et se réfèrent, dans l'ordre, à Dubček, Čiřař et Svoboda<sup>45</sup>. L'occurrence du nom de Čiřař dans l'index des documents du CC du PCUS sur la crise tchécoslovaque le place en huitième position des noms tchécoslovaques cités par les Soviétiques derrière, dans l'ordre, Dubček, Černík, Smrkovský devançant l'insignifiant Svoboda, puis viennent les hommes-clé de Moscou, Husák et Štrougal puis, loin derrière, l'économiste réformateur Ota Šik et Čiřař. Ce dernier devance de peu Kriegel alors que Mlynář est encore moins cité<sup>46</sup>. Toutefois, il convient de relativiser

ce comptage puisque, comme nous l'avons vu, aucun responsable des polices politiques tchécoslovaque comme soviétique n'est répertorié - sauf Andropov - même ceux, fort rares, dont les noms apparaissent (par négligence du "désherbeur") au bas de quelques rapports.

## VI. RETOUR *des limbes* (1987-1992)

Dès le mois d'avril 1987, suite à des ruptures fondamentales effectuées en URSS par un Gorbatchev ouvertement favorable à une démocratisation du PC et à un dialogue avec les dissidents et immédiatement après sa visite ambiguë à Prague, Čiřař s'engage à nouveau activement avant même que Dubček, plus prudent, ne lui emboîte le pas. Čiřař s'associe à des débats et publie des articles d'analyse de la période ouverte par Gorbatchev et de la nouvelle stratégie de transition/rupture qui en découle. Il le fait dans la nouvelle presse clandestine qu'il co-anime, notamment dans les revues en samizdat *Diskuse* (de Brno) et *Ze zásuvky a z bloku* ("Écrits pour le tiroir et le bloc-notes") qui regroupe des opposants progressistes, bien au-delà des anciens dubčekistes. Cependant et simultanément, il coopère, comme en 1968 (mais cette fois clandestinement) avec Mlynář désormais en exil et, avec le groupe animé, au pays et en exil, par Jiří Pelikán autour de la revue *Listy*. C'est dans *Listy* qu'il publie en août 1987, à l'occasion de la visite de

41. Cf. in D. Havlíček, *op.cit.*, p. 23-25.

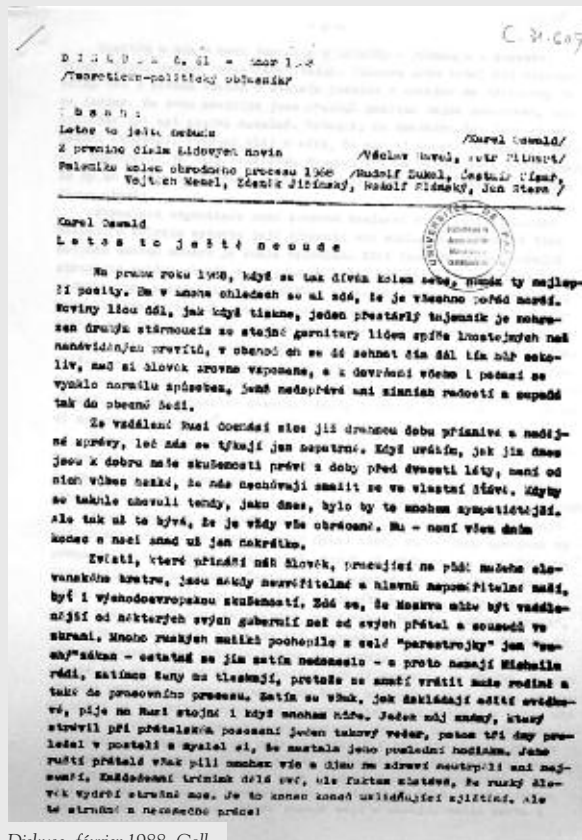
42. Milan Otáhal, *Opoziční proudy v české společnosti 1969-1989*. ("Les courants oppositionnels de la société tchèque 1969-1989", Prague, éd. ÚSD, 2011, 650 p., p.261 citant un rapport non daté de la StB de l'été 1977.

43. Voir note 24 *supra*.

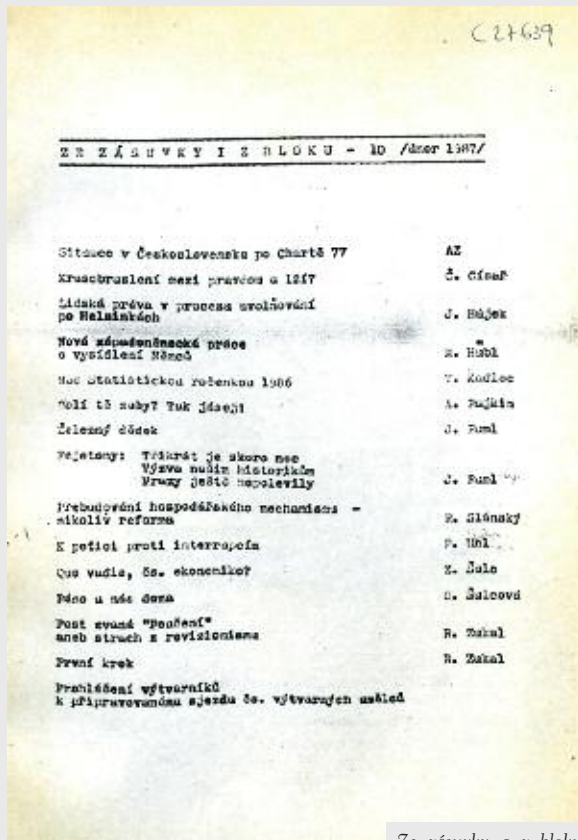
44. Jindřich Pecka, *Spontánní projevy Pražského Jara 1968-1969* ("Les manifestations spontanées du Printemps de Prague, 1968-1969"), Prague-Brno, éd. ÚSD 1993, 296 p., p. 48, 52, 76, 79 et index, p. 274-278.

45. Rapports au CC du PCUS du secrétaire du Comité Régional de Tchernigov et du secrétaire du CC du PC d'Ukraine in *Krizis, op.cit.*, p. 1016 et 1025.

46. *Ibid.*, index, p. 1101-1110.



Diskuse, février 1988, Coll. BDIC



Ze záznamky a z bloku, février 1987, Coll. BDIC

Gorbatchev à Prague, des extraits d'une étude programmatique, extraits intitulés "Une orientation réformatrice confirmée". Il va alors au-delà de Mlynář en exigeant que le pouvoir s'ouvre à des "forces nouvelles et d'opposition", notamment des spécialistes compétents et que les responsables actuels s'en aillent. Il préconise la création d'associations civiques et professionnelles non-officielles, de maisons d'édition et de journaux légalisés si possible mais illégaux s'il le faut, suggérant que les prestigieuses *Lidové Noviny* reparassent, ce qui sera fait

quelques mois plus tard, appelant à une approche plus basiste et "autogestionnaire" qu'en 1968 et qui éviterait le retour à des conflits de personnes<sup>47</sup>.

Toutefois, parallèlement, sur le plan organisationnel "interne", il ne s'associe qu'avec d'anciens membres du PCT dubčekistes. Le premier objectif est de mettre au point ce texte programmatique récusant la ligne de Husák symbolisée par le texte de mai 1971 intitulé "Enseignements de l'évolution de crise dans le parti et la société après le XIII<sup>ème</sup> congrès". Il s'agit de se poser en porteurs de légitimité et de continuité historique face aux dirigeants du pays. Ces derniers sont sommés de renoncer à leur monopole de pouvoir et d'accepter dans un premier temps d'organiser conjointement avec le groupe de Císař une transition politique, en s'inspirant de l'expérience en cours en Afghanistan. Císař envisage d'abord de recréer un parti communiste distinct du milieu de la Charte 77 puis évolue progressivement vers une double appartenance communistes rénovateurs/chartistes (Obroda sera le nom du groupe, ce qui signifie "renouveau", "risorgimento" et d'ailleurs un de ses trois

animateurs principaux est Miloš Hájek, spécialiste de l'histoire du PC italien dont l'hebdomadaire s'appelle *Rinascita*)<sup>48</sup>. Très vite, il se rend compte que ce groupe créé en octobre 1987 ne saurait unifier ses positions mais seulement en faire ressortir les convergences (il utilise le terme de "cousinage"). Aussi, gardien du temple, c'est lui-même et quelques autres anciens dubčekistes comme les historiens Vojtěch Mencl et Miloš Hájek (qui sera la même année un des trois porte-parole de la Charte 77) qui rédigent pour le 5 janvier 1988 un texte sur le vingtième anniversaire du Printemps de Prague dans lequel ils se réfèrent centralement au XIV<sup>ème</sup> congrès du 22 août 1968. Notons que Císař se débarasse ici tacitement, sans s'en expliquer, de sa compromission de 1969 lors de son reniement de ce même congrès, au plenum du CC de novembre. Notons également qu'il a dû accepter, contrairement à ce qui figurait dans la version initiale qu'il avait rédigée lui-même, de rejeter le rôle dirigeant du parti et ce, avant même que Gorbatchev (camarade d'études à l'Université de Moscou et vieil ami de Mlynář) ne saute le pas à son tour. Il admet désormais le rôle

47. Č. Císař, "Přitvrzený reformní kurs : Výňatek z rozsáhlejší práce po návštěvě M.S.Gorbacheva v Československu" ("Une orientation réformatrice confirmée: Extraits d'un travail plus long après la visite de M.S.Gorbatchev en Tchécoslovaquie"), in *Listy*, Rome, XVII, n°4, août 1987, p. 16-20. Dans son premier ouvrage de souvenirs autobiographiques, *Člověk a politik* ("L'homme et le "politicien"), Prague, éd. ETC Publishing, 1998, p.605 et suivantes, Č. Císař explique l'arrière-plan et les circonstances de la rédaction de ce texte.

48. Archives des Services de Sécurité (ABS), X<sup>ème</sup> direction de la SNB, inv.j. 659, 660 et rapports des 19 juin et 5 juillet 1989 ainsi que Archives de l'Institut d'Histoire Contemporaine (USD), Fonds Obroda cités in Otáhal, *Opoziční...*, op.cit., p. 410-429.

politique des mouvements spontanés, la propriété privée à côté de la propriété publique et coopérative et, dans un article publié dans la revue clandestine *Dialog*, de Brno également, le 15 mars 1989, les vertus du pluralisme politique.

En janvier 1989, Obroda, officiellement sous-titré "Club pour la reconstruction (en tchèque "přestavba", à savoir la traduction du russe "perestroïka") socialiste" apparaît au grand jour et noue des contacts avec Dubček enfin sorti de sa retraite. Le pouvoir refuse de le rendre légal. Plus amère surprise encore pour Císař : une première réunion secrète avec des représentants du pouvoir le 21 février 1989 capote du fait de leurs refus absolu de mettre fin au rôle dirigeant du PC, d'accepter le pluripartisme et, c'est sans doute cela l'essentiel pour l'équipe au pouvoir, de procéder à la destitution des dirigeants compromis dans l'occupation et la normalisation. A la différence de la Hongrie ou même de la Pologne il n'y aura ni gorbatchévisme ni table ronde et les réunions publiques d'Obroda sont interdites<sup>49</sup>. Le régime joue, comme celui de Berlin-Est, la chute de Gorbatchev alors que Císař misait sur une évolution semblable à celle que connaît alors le PC italien ou la Slovaquie. Une deuxième et dernière rencontre avec les gouvernants échoue sur une autre pierre de touche, à savoir la question des liens d'Obroda avec les autres groupes d'opposition qui ne sont pas d'origine et de persuasion communistes ni même de gauche, liens qu'Obroda entend maintenir, le lien se faisant notamment par Rudolf Slánský, fils du secrétaire général du PCT pendu en 1952, lui-même ancien promoteur des conseils d'entreprise en 1968. Le 17 juin 1989, lors d'une réunion d'Obroda boycottée par les représentants du pouvoir et interdite par ces derniers et en présence des animateurs de la Charte 77 et du Mouvement pour les Libertés Civiques (HOS), il est décidé qu'Obroda se joindra aux activités ouvertement anti-régime, dont fait partie la signature de la pétition "Quelques phrases". Le 26 juin, son comité exécutif décide de refuser désormais tout dialogue avec le CC du PCT et c'est ce dernier qui tentera, trop tard, de le renouer en octobre 1989<sup>50</sup>.

Ainsi, Císař et ses amis d'Obroda participeront pleinement à la Révolution de velours de novembre 1989, en particulier Veněk Šilhan, symbole vivant du XIV<sup>ème</sup> congrès clandestin d'août 1968 et qui sera un des premiers leaders du Forum Civique avec un autre obrodite, Zdeněk Jičínský. Tout comme en mars 1968, c'est la direction de l'organisation officielle (unique) de la jeunesse (SSM) qui proposera Císař comme candidat à la présidence de la république après le désistement de Dubček, devenu président de l'Assemblée Fédérale le 28 décembre, en faveur de Václav Havel. Malgré le retour du slogan humoristique de mars 1968 " Nous ne voulons pas de président, nous voulons un empereur (en tchèque... Císař,)", ce dernier se désiste aussi en faveur de Havel largement plébiscité par l'opinion<sup>51</sup>.

Après la chute de la dictature qui a déconsidéré le projet communiste auquel Císař a cru, ce dernier est devenu le premier représentant permanent de la Tchécoslovaquie auprès du Conseil de l'Europe, première étape du retour de son pays dans le cadre pan-européen. C'est à ce moment-là et par l'entremise de notre ami et compagnon d'engagement commun Jiří Pelikán que j'ai pu faire la connaissance de Čestmír, à Strasbourg où j'enseignais à l'Université. Il venait d'être nommé à ce poste hautement symbolique pour lui et pour son pays. Il tranchait sur le reste du personnel diplomatique, tchécoslovaque ou autre qui consistait en diplomates "de carrière" comme on dit. Ceux de l'Est n'étaient que cela alors que ceux de l'Ouest étaient souvent, pour ce qui est des plus visibles et des plus brillants, des hommes et femmes politiques déjà chevronnés dans leur pays d'origine, ayant atteint une renommée nationale et internationale avant de venir à Strasbourg. Císař était le seul "de l'Est" à être aussi dans ce cas. D'emblée, nous échangeâmes et coopérâmes cordialement, sans besoin d'épiloguer sur nos si grandes différences d'expérience. J'avais eu, avant 1989, la même sensation en facilitant l'intervention en France des proscrits Ota Šik, Zdeněk Mlynář, Jiří Pelikán et, en Grande Bretagne,

d'Eduard Goldstücker. Avec Čestmír, nous introduisîmes au Conseil de l'Europe mais, plus intéressant encore, en ville, auprès des étudiants, des universitaires, du grand public et des citoyens intéressés, des personnalités comme Václav et Olga Havel, Dubček et son fidèle Václav Slavík. Ses connaissances politiques et linguistiques firent florès. Sa modestie et sa finesse de *go between* émérite furent des plus efficace même si cette efficacité, comme à son habitude, ne s'étalait pas.

49. *Ibid.*, p. 437-438.

50. *Ibid.*, p. 427. Selon Miloš Hájek, Obroda ne comptait que 1200 membres et V. Mencl, un autre de ses dirigeants remarque qu'ils provenaient surtout de Prague, Brno et Plzeň cf. Miroslav Vaněk et Pavel Urbášek (Dir.), *Vítězové ? Porážení ? , životopisná interview*, I dil : *Disent v období tzv. normalizace* ("Vainqueurs ? Vaincus ? , interviews biographiques, tome I. : La dissidence à l'époque de la prétendue normalisation"), Prague, éd. Prostor, 2005, 1124 pages, p. 117 et 537. M. Hájek y révèle en pages 106-107 que c'est "probablement" Císař qui l'a fait "monter" dès septembre 1947 comme enseignant dans les écoles du PC. Il en sera purgé en 1964 juste avant le limogeage de Císař et y reviendra en 1968 avant leur nouvelle disgrâce commune de 1969.

51. Navara, *loc.cit.* Cependant, en novembre 1989, le Comité de grève étudiant mit en avant le nom du "docteur en sciences *docent* Valtr Komárek", directeur de l'Institut de Préviation de l'Académie des Sciences (également décédé en 2013) comme "seul candidat", réclamant la constitution d'un "gouvernement de spécialistes". Il était alors en tête des sondages d'opinion en Bohême-Moravie. Voir *fac simile* de tract et article nécrologique in *Blesk*, Prague, 17 mai 2013. Peu après, ces mêmes étudiants soutiendront Havel, devenu bien plus populaire. Ils enverront une lettre ouverte à Císař, exigeant qu'il retire sa candidature, menaçant de se (re)mettre en grève si ce dernier n'était pas élu. Voir là-dessus *Studenti psali revoluci* ("Les étudiants ont écrit la révolution"), témoignages et documents, Marek Benda (Dir.), Prague, éd. Univerzum, 1990, 190 pages, p. 149-150 (avec aussi des photographies de Císař et de la banderole commune en tête des manifestations de novembre mentionnant Obroda) et le témoignage de Michal Horáček, *Jak pukali ledy* ("Comment les glaces se sont rompues"), Prague, éd. Ex Libris, 1990, 224 pages, p. 14 et 87.



La fin précipitée de son mandat fut particulièrement aberrante et "tchèque" absurde : il fut démis de ses fonctions en 1991 du fait d'une nouvelle loi (qui d'ailleurs ne s'avéra pas durable) qui proscrivait toute responsabilité politique aux adhérents du PCT restés membres après le 30 avril 1969. Or, comme nous l'avons vu, Čestmír le fut 10 mois de trop, sans pour autant faillir, sauf sans doute, tout comme Dubček, quand il approuva la "loi-matraque" du 21 août 1969, ce que lui reprochent encore ceux qui malgré tout continuèrent de résister et de combattre à ses côtés contre la dictature.

## VII. ÉPILOGUE : UNE SATISFACTION *ante mortem venue du froid*

Il n'y eut pas de plus grande revanche historique pour Císař et il n'y a pas aujourd'hui de meilleure épitaphe pour lui que la manière dont on l'évoque dans les notes et en introduction de *Čekhoslovackij Krizis...*, le recueil russe publié en 2010 compilant les documents de ses ennemis les plus acharnés de 1968, à savoir le KGB et "son" CC du PCUS. Tout d'abord, on notera qu'il est (avec Eduard Goldstücker, autre ancienne bête noire de Moscou) le seul auteur cité dans ce très copieux appareil de notes établi par des historiens russes actuels (158 notes sur 18 pages) et ce, non pour ses appréciations subjectives, mais respectivement pour son évocation du Programme d'Action du CC du PCT d'avril 1968, principal texte programmatique du Printemps de Prague<sup>52</sup> et pour la révélation des rencontres secrètes de Kossyguine avec lui et les autres dirigeants tchécoslovaques entre le 17 et le 22 mai 1968 lors de la prétendue "cure" de Kossyguine à Karlovy Vary/Karlsbad.

De plus, alors que ces documents soviétiques le citent sur quelques 45 pages pour, systématiquement, le traîner dans la boue, quarante ans après, les historiens et archivistes russes responsables de cette publication, en ouverture de ce pavé de 1152 pages, entament leur préface par la citation suivante extraite de ses mémoires citée entre guillemets : "Le Printemps de Prague n'est pas tombé du ciel, il fut le résultat du développement historique de l'Europe et notre réponse au défi historique de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle"<sup>53</sup>. Pour T. A. Djalilov et M. F. Kichkina-Ivanenko, les deux principaux responsables de cette publication parue dans la collection intitulée "Histoire du stalinisme", "cette appréciation de C. Císař, un des participants les plus actifs aux événements de Tchécoslovaquie à la fin des années 60, exprime sans doute de la manière la plus adéquate et la plus précise la signification du développement socio-politique de ce pays dans ces années-là"<sup>54</sup>. Cette paradoxale "réhabilitation" de l'homme qui symbolise peut-être le mieux la transition vers la dernière phase du communisme européen de type soviétique nous servira de conclusion. ■

52. *Krizis...*, op.cit., p. 629 et 631.

53. Č. Císař, *Paměti. Nejen o zákulisí Pražského jara* ("Mémoires, pas seulement sur les coulisses du Printemps de Prague"), Prague, 2005, tome I, p. 813., passage cité en p. 5 de *Krizis*, op. cit.

54. *Ibid.* Les Archives Nationales tchèques ("Narodní Archiv") et le Service d'administration des archives et de la documentation écrite du Ministère de l'intérieur ("Odbor archivní zprávy a spisové služby MV") ont publié fin 2012 un recueil des écrits en samizdat de Č. Císař des années 1975-1989 sous le titre *Jak kapky proděravávají kámen* ("Même des gouttes finissent par trouver la pierre", titre repris de son texte cité ci-dessus d'août 1987 où il écrivait en conclusion : "même des gouttes, si elles sont persistantes, finissent par trouver la pierre"). Voir l'article de Miloš Barta, un des animateurs et analystes du mouvement pour les conseils d'entreprise en 1968-1969, "Jak kapky proděravály kámen" ("Comment des gouttes ont troué la pierre") in *Listy*, Olomouc, 2012, n°5, p. 109-111.



Manifestation du 20 novembre 1989, Place Venceslas, Prague, demandant la fin du gouvernement d'un parti unique, in Ladislav Dragula et al, Průvodce pokojnou revolucí, s.n., 1990



22 novembre 1989 à midi, réunion du Forum civique à Prague, Galerie de peinture U Řečických. Cestmír Císáň est debout, les mains croisées in Michal Horáček, Jak pukaly ledy, Ex libris, Prague, 1990